

du 21 mai 1963, b) lettre de M^{lle} Marguerite Ritchie, adjoint exécutif à l'honorable Lionel Chevier, en date du 16 juillet 1963, accusant réception de ladite lettre de M. A. G. Heakes, en date du 19 mai 1963, et de la lettre explicative en date du 21 mai 1963, adressées à M. Chevier, c) toutes autres lettres mentionnées dans la lettre de M^{lle} Ritchie, en date du 16 juillet 1963, à M. Heakes, d) dossier complet des documents du tribunal relatifs à la proposition n° 37-1955 SCM de M. Heakes, entre les mains du ministère de la Justice et, en particulier, (i) la proposition originale du 7 février 1955, (ii) la proposition modifiée du 31 mai 1955, (iii) le rapport relatif à la proposition du débiteur, en date du 14 septembre 1955 et les pièces qui y sont jointes, soit la liste des réunions des créanciers et les procès-verbaux desdites réunions, (iv) le jugement, en date du 22 novembre 1955, ratifiant ladite proposition, (v) la demande du syndic Dansereau, en date du 3 juin 1958, tendant à l'annulation de la proposition, (vi) le jugement, en date du 9 juin 1958, annulant la proposition ainsi que l'enveloppe qui y est jointe, expédiée par courrier recommandé et retournée comme preuve pour démontrer que M. Heakes avait quitté le lieu où il faisait affaires, (vii) la motion de retrait du syndic, en date du 2 juillet 1959, (viii) la demande du syndic d'annuler la proposition non rétablie, en date du 8 août 1963, ainsi que les pièces qui y sont jointes, soit les procès-verbaux des réunions des créanciers, tenues le 8 mars 1955 et le 15 avril 1955, (ix) le jugement, en date du 11 septembre 1963, annulant une deuxième fois la proposition non rétablie, (x) le jugement en date du 12 septembre 1963, relatif au retard du syndic, (xi) l'avis de l'audience de retrait le 12 septembre 1963, s'il en est, e) correspondance relative aux dispositions en vue de la remise à plus tard de l'audience de retrait, dont il a été fait mention par l'honorable Davie Fulton dans les prévisions budgétaires du ministère de la Justice en date du 9 juin 1961, f) rapports du greffier Gérard Deniger au ministère de la Justice au sujet de l'annulation de la proposition. Toute correspondance échangée avec M. Deniger et/ou tous rapports sur d'autres relations avec lui, g) toute correspondance échangée avec le syndic J. Alexandre Dansereau et/ou toutes autres communications avec lui et/ou tous rapports à ce sujet, h) rapport des enquêtes sur l'annulation dont il a été fait mention par l'honorable Davie Fulton dans son discours sur les prévisions budgétaires du 9 juin 1961, i) télégramme, en date du 15 octobre 1959, adressé par M. Heakes à M. Favreau, demandant la protection des documents relatifs à la proposition, j) la lettre du 4 février 1965 à l'honorable Guy Favreau, ministre de la Justice, ainsi que la lettre adressée le 2 février 1965 au très honorable Lester B. Pearson, qui lui est annexée, k) toutes les lettres envoyées à M. A. G. Heakes par des fonctionnaires et des ministres de la Justice, en particulier (i) la lettre du 5 février 1960 du sous-ministre adjoint, M. Favreau (inexactement datée du 5 février 1940), à M. Heakes, (ii) la lettre du 16 juillet 1959 du surintendant Larose à M. Heakes, (iii) la lettre du 9 novembre 1959 de M^{lle} K. Kierans, secrétaire de l'honorable Davie Fulton, à M. Heakes, (iv) la lettre de l'honorable Davie Fulton, mentionnée dans ladite lettre de M^{lle} Kierans, à l'honorable George Hees, (v) toutes les autres lettres des fonctionnaires du ministère de la Justice et des ministres de la Justice à M. Heakes, l) les lettres des 14 et 15 juillet 1959 au surintendant Larose, m) les lettres et les autres communications de M. Heakes aux fonctionnaires du ministère de la Justice et au ministre de la Justice qui sont mentionnées dans ladite lettre de M^{lle} Kierans en date du 9 novembre 1959, n) la lettre, en date du 20 août 1963, de M. A. G. Heakes au ministre de la Justice; o) la copie transmise

à M. Chevier du télégramme du 25 août 1963 de M. A. G. Heakes au juge en chef associé M. George Challies; p) un exemplaire du mémoire de septembre 1963 présenté par M. A. G. Heakes au Comité permanent des banques et des finances de la Chambre des communes au sujet du bill C-5, projet de loi ayant pour objet de modifier la Loi sur la faillite; q) toutes les lettres et autres communications de M. A. G. Heakes au premier ministre, M. Pearson, en 1963, 1964 et 1965 et, en particulier (i) les lettres qui lui furent adressées en janvier 1964 (ii) la lettre du 20 décembre 1965 (iii) la lettre du 22 décembre 1965 (iv) le télégramme du 25 décembre 1965 (v) la lettre du 1^{er} janvier 1966 (vi) la lettre du 17 janvier 1966 et la lettre qui y était jointe, soit une lettre en date du 11 janvier 1966 adressée à M. Pierre Elliot Trudeau, député (vii) la lettre du 18 janvier 1966 (viii) la lettre du 24 janvier 1966 et la pièce jointe (ix) la lettre du 6 février 1966 (x) la lettre du 8 février 1966 et la pièce jointe (xi) la lettre du 9 février 1966 (xii) la lettre du 12 février 1966 (xiii) la lettre du 14 février 1966.

L'hon. Lucien Cardin (ministre de la Justice): Je me demande si le député consentirait à ce que cette demande soit réservée?

(La demande est réservée.)

[Plus tard]

[Français]

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagoi): Monsieur l'Orateur, l'avis de motion n° 118 a été adopté le 27 avril, et je ne n'ai pas encore reçu de réponse officielle.

Je demande à l'honorable ministre de bien vouloir hâter les choses, afin que j'aie une réponse dans le plus bref délai possible.

[Traduction]

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

LA MAJORATION DE LA PENSION

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, comme nous croyons que la Chambre s'ajournera d'ici quelques jours, j'aimerais que le premier ministre nous dise si, en plus du régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement présentera à la Chambre, avant le congé d'été, une mesure visant à porter les pensions de \$75 à \$100, vu que le coût de la vie continue d'augmenter et que ceux qui touchent la pension de vieillesse éprouvent de graves difficultés.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, pas avant le congé d'été.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE BOMBARDEMENT DE VILLES DU VIETNAM DU NORD PAR LES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, on vient juste d'apprendre à Ottawa que les forces américaines ont